

Etats-Unis/Politique

Trump remanie sa communication pour un nouveau départ

AFP

Washington/États-Unis

Un nouveau directeur a été nommé, provoquant la démission du porte-parole Sean Spicer, lui-même remplacé dans la foulée par sa numéro deux, Sarah Huckabee Sanders.

LE porte-parole du président américain Donald Trump, Sean Spicer, a démissionné hier à l'issue de six mois mouvementés à la Maison Blanche, et une nouvelle équipe a pris la tête de la communication présidentielle.

Sean Spicer, 45 ans, a présenté sa démission en protestation après l'embauche par Donald Trump d'un nouveau directeur de la communication, Anthony Scaramucci, malgré les objections du secrétaire général de la Maison Blanche, Reince Priebus, selon une source à l'AFP.

"Ce fut un honneur et un privilège de servir le président Donald Trump. Je continuerai jusqu'à la fin août", a-t-il écrit sur Twitter en début d'après-midi. Il a été remplacé par sa numéro deux, Sarah Huckabee Sanders.

Donald Trump donne ainsi un nouveau visage à sa Maison Blanche, six mois et un jour après sa prise de fonctions.

Le poste de directeur de la communication était vacant depuis le départ de Michael Dubke en mai. Anthony Scaramucci, venu de Wall Street et impliqué dans la campagne de 2016,

dirigera la stratégie presse générale, tandis que la porte-parole est chargée des interactions quotidiennes avec les médias.

"Je veux faire en sorte que notre modèle culturel soit de promouvoir le programme du président avant toute chose", a-t-il déclaré dans la salle de presse. "S'il y a des petites frictions à l'intérieur de la Maison Blanche à cause de cela, ce n'est pas grave".

"Le navire va dans la bonne direction, il faut juste qu'on dise clairement quelle est la direction", a-t-il dit.

MUELLER ATTAQUE.

Sean Spicer était sur la sellette depuis des semaines, victime des critiques de son patron face au désordre dans la communication présidentielle, auquel le tueur-en-chef lui-même est accusé de contribuer. D'innombrables couacs et faux pas ont marqué les six premiers mois, sans compter des escarmouches quasi-quotidiennes avec les journalistes.

La démission survient à la fin d'une nouvelle semaine mouvementée pour le président, ouvertement agacé par la progression de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur une éventuelle collusion entre la Russie et sa campagne l'an dernier.

Outre le chambardement de l'équipe de communication, Donald Trump a remanié son équipe d'avocats personnels, qui représentent ses intérêts face à Robert Mueller. L'un d'eux a démissionné.



Photo : AFP

Après six mois mouvementés, le président Donald Trump espère un nouveau départ avec une nouvelle équipe de communication mise en place hier.

Ces événements ont secoué la sphère politico-médiatique, qui y voyaient le signe d'une Maison Blanche divisée en interne et désorganisée.

Mais "rappelons-nous que la plupart des électeurs se fichent de savoir qui est porte-parole. Ce qui compte, c'est la politique du président", a estimé le politologue Larry Sabato.

Selon plusieurs journaux, le milliardaire septuagénaire cherche à contenir l'enquête sur les ingérences russes, qui vise certains de ses proches, et à saper l'autorité de Robert Mueller, nommé en mai pour assurer l'indépendance des investigations.

Il lui reproche de s'intéresser à ses propres finances et celles de sa famille, comme cela a été rapporté

par plusieurs médias, insistant qu'il n'avait aucun intérêt financier en Russie.

Selon le New York Times, les avocats personnels et les collaborateurs de Donald Trump ont commencé à fouiller la vie des enquêteurs embauchés par Robert Mueller dans le but de découvrir des conflits d'intérêts qui pourraient permettre de les discréditer. Ils agitent ainsi des dons passés à des candidats démocrates.

Et il aurait demandé à ses juristes sous quelles conditions il pourrait gracier des proches, des membres de sa famille, voire lui-même, selon le Washington Post. Ce travail de sape contre le procureur spécial a suscité la colère des démocrates qui codirigent les enquêtes distinctes menées au

Congrès.

Le mandat de M. Mueller, défini dans une lettre, est d'enquêter sur "tout lien et/ou coordination entre le gouvernement russe et des individus associés à la campagne du président Donald Trump", mais aussi "tout sujet" découlant "directement" de ces investigations. Pour l'élu démocrate Adam Schiff, il ne fait aucun doute que M. Mueller a le pouvoir d'enquêter sur les finances de Donald Trump. « Tout fait financier inconvenant entre la Russie et l'organisation Trump, tel que du blanchiment d'argent, pourrait représenter le type même de "Kompromat" (information compromettante) que la Russie pourrait exploiter pour influencer la politique de l'administration », a-t-il déclaré.

Syrie/Conflit

Combats entre rebelles et jihadistes pour le contrôle d'Idleb

AFP

Beyrouth/Liban

L'EX-BRANCHE d'Al-Qaïda en Syrie était engagée hier dans de violents combats contre un groupe rebelle appuyé par Ankara et des pays du Golfe pour le contrôle d'Idleb, province frontalière de la Turquie et l'une des dernières régions échappant au régime.

Les affrontements opposent Ahrar al-Cham, puissant groupe rebelle islamiste, à Tahrir al-Cham, coalition dominée par l'ex-branche d'Al-Qaïda.

Anciens alliés, les deux groupes avaient combattu côte à côte et chassé en 2015 les troupes gouvernementales de Bachar al-Assad de la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie.

Mais depuis des mois, les tensions se sont accrues entre les deux camps et ont été exacerbées, d'après les analystes, par les craintes de Tahrir al-Cham, désigné comme "terroriste" par la communauté internationale, d'un plan visant à le chasser de la province d'Idleb.

Tahrir al-Cham est dominé par Fateh al-Cham, autrefois connu sous le nom de Front al-Nosra, avant que le groupe n'annonce officiellement qu'il n'était plus la branche d'Al-Qaïda en Syrie.

Les combats ont éclaté mardi et se sont rapidement propagés à travers la province et, dans la nuit, ont atteint Bab al-Hawa, poste-frontière clé avec la Turquie et qui était jusqu'à présent sous le contrôle d'Ahrar al-Cham.

MANIFESTATIONS. "Il y a actuellement des affrontements au poste-frontière. C'est devenu un véritable champ de bataille", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Tahrir al-Cham s'est emparé de deux villages et a déployé d'"énormes renforts militaires" près d'une troisième localité aux mains d'Ahrar al-Cham, a-t-il ajouté.

D'après l'Observatoire, les combats ont fait depuis mardi au moins 83 morts : 15 civils, parmi lesquels quatre enfants, et près de 70 combattants des deux bords.

Le correspondant de l'AFP a entendu durant la nuit et jusqu'aux premières heures du matin le bruit

des combats près de la localité de Ram Hamdane, dans l'est de la province, avec notamment de violentes explosions et le bruit d'armes lourdes.

Parallèlement aux combats, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes et localités de la province. Certaines demandaient l'arrêt des combats, d'autres le départ de Tahrir al-Cham.

Un journaliste citoyen a été tué et un autre blessé lorsque les jihadistes ont ouvert le feu sur les manifestants dans la ville de Saraqeb mercredi et jeudi.

Des vidéos relayées sur les réseaux sociaux ont montré des manifestants scandant des slogans hostiles à l'ex-branche d'Al-Qaïda, avant que des tirs ne soient entendus.

Les deux camps ont ins-

tallé des barrages sur les routes et dans certaines zones, les habitants restaient terrés chez eux par peur des combats.

D'après les analystes, ces violences interviennent à la suite de l'accord conclu en mai à Astana, capitale du Kazakhstan, et qui prévoyait des "zones de désescalade" en Syrie, dans le but de mettre fin à la guerre entre loyalistes et insurgés. L'accord, conclu entre la Russie et l'Iran, alliés du régime syrien, et la Turquie, soutien des rebelles, englobe la province d'Idleb.

Or Tahrir al-Cham est opposé à l'accord car celui-ci appelle également à la poursuite du combat contre des groupes jihadistes comme Fateh al-Cham et le groupe Etat islamique (EI).

A travers le monde

•Afghanistan/Conflit. Des forces de sécurité tuées par un bombardement américain

Plusieurs membres des forces de sécurité afghanes ont été tués hier par un bombardement américain dans la province du Helmand, ont affirmé des responsables de l'Otan et de Kaboul.

•Bulgarie/Parlement. Un député sera jugé pour extorsion de saucissons

Un député bulgare du parti conservateur au pouvoir sera jugé pour avoir extorqué à un commerçant quatre tonnes de saucissons prétendument destinés au Premier ministre, a annoncé le parquet hier.

•Proche-Orient/Conflit. Trois Palestiniens tués à Jérusalem-Est et en Cisjordanie

Au moins trois Palestiniens ont été tués et des centaines ont été blessés après la traditionnelle prière du vendredi lors de heurts à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée entre les forces de l'ordre israéliennes et des manifestants palestiniens.

•Russie-Chine/Défense. Manœuvres navales dans la Baltique

Trois navires militaires chinois sont arrivés hier à Baltiisk, principale base maritime russe dans la Baltique, pour participer à des manœuvres conjointes avec la Russie, a annoncé hier le ministère russe de la Défense.

•Turquie/Diplomatie. Erdogan rejette les "menaces" allemandes

Photo : AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a assuré hier sur un ton de défi que son pays ne plierait pas face à l'Allemagne, qui a durci sa politique à son égard après l'arrestation de militants de droits de l'Homme à Istanbul.

•Venezuela/Crise. 100 morts depuis le début des manifestations de l'opposition

Photo : AFP

Le cap des 100 morts depuis le début des manifestations violentes contre le président Nicolas Maduro a été dépassé hier au Venezuela, où l'opposition poursuit son offensive en nommant une Cour suprême parallèle.